

RETURN BIDS TO: RETOURNER LES SOUMISSIONS À: Bid Receiving - Environment Canada / Réception des soumissions – Environnement Canada	Title – Titre <i>Contrôle et assurance de la qualité des données sur les contaminants de la Division de la recherche sur la qualité de l'air d'Environnement Canada</i>	
	EC Bid Solicitation No. /SAP No. – N° de la demande de soumissions EC / N° SAP 5000020957	
	Date of Bid solicitation (YYYY-MM-DD) – Date de la demande de soumissions (AAAA-MM-JJ) 13 May 2016	
	Bid Solicitation Closes (YEAR-MM-DD) - La demande de soumissions prend fin (AAAA-MM-JJ) at – à 2:00 P.M. on – le 22 Juin 2016	Time Zone – Fuseau horaire <i>Heure de l'Atlantique</i> ADT
BID SOLICITATION DEMANDE DE SOUMISSIONS PROPOSAL TO: ENVIRONMENT CANADA We offer to perform or provide to Canada the services detailed in the document including any attachments and annexes, in accordance with the terms and conditions set out or referred to in the document, at the price(s) provided. SOUSSION À: ENVIRONNEMENT CANADA Nous offrons d'effectuer ou de fournir au Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans le document incluant toutes pièces jointes et annexes, les services détaillés dans le document, au(x) prix indiqué(s).	F.O.B – F.A.B	
	Address Enquiries to - Adresser toutes questions à Ginny Girard Ginny.girard@canada.ca	
	Telephone No. – N° de téléphone 902-426-9940	Fax No. – N° de Fax 902-426-2690
	Delivery Required (YEAR-MM-DD) – Livraison exigée (AAAA-MM-JJ) 2017-03-31	
	Destination - of Services / Destination des services Destination - of Services / Destination des services Environment Canada 4905 Dufferin Street Toronto, ON M3H 5T4	
	Security / Sécurité <i>Non requise</i>	
Vendor/Firm Name and Address - Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur		

	Telephone No. – N° de téléphone	Fax No. – N° de Fax
	Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm: (type or print) / Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
	Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

TITRE

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Comptes rendus

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Ancien fonctionnaire
4. Demandes de renseignements - en période de soumission
5. Lois applicables
6. Fondement du titre du Canada sur les droits de propriété intellectuelle

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations préalables à l'attribution du contrat

PARTIE 6 - CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Énoncé des travaux
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Exigences relatives à la sécurité
4. Durée du contrat
5. Responsables
6. Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires
7. Paiement
8. Instructions relatives à la facturation
9. Attestations
10. Lois applicables
11. Ordre de priorité des documents
12. Assurances

Liste des annexes :

Annexe A	Énoncé des travaux
Annexe B	Base de paiement

TITRE Contrôle et assurance de la qualité des données sur les contaminants de la Division de la recherche sur la qualité de l'air d'Environnement Canada

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations : comprend les attestations à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité : not applicable |
| Partie 7 | Clauses du contrat subséquent: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent. |

Les pièces jointes comprennent les critères techniques obligatoires et les critères techniques cotés.

Les annexes comprennent l'énoncé des travaux et la base de paiement.

2. Sommaire

- 2.1 Environnement Canada a besoin de services de contrôle et d'assurance de la qualité des données sur les contaminants de la Division de la recherche sur la qualité de l'air, comme il est indiqué à l'Annexe A, Énoncé des travaux, de la demande de soumissions. L'objectif des travaux décrits dans cet énoncé des travaux est de produire des données sur l'air de grande qualité qui ont été soumises à un processus d'assurance de la qualité dans un délai qui respecte les obligations nationales et internationales d'Environnement Canada. Ces obligations sont décrites dans les programmes suivants : le Programme de réglementation de la qualité de l'air, le Programme de lutte contre les contaminants dans le Nord et le Programme de surveillance et d'évaluation de l'Arctique. Le programme de travaux associé à cet énoncé des travaux est un élément essentiel du processus de gestion des données d'Environnement Canada, qui mène à la saisie de données dans des bases de données nationales et internationales par Environnement Canada.

La période du contrat s'échelonne de la date d'attribution du contrat au 31 mars 2017.

- 2.2 Les soumissionnaires doivent fournir une liste de noms ou tout autre documentation connexe, selon les besoins, conformément à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - soumission des instructions uniformisées 2003
- 2.3 Pour les besoins de services, les soumissionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire, doivent fournir les renseignements demandés, tel que décrit à l'article 3 de la Partie 2 de la demande de soumissions.
- 2.4 Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

3. Comptes rendus

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d'achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003, 2015-07-03 Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Les instructions uniformisées 2003 sont modifiées comme suit:

Sous la rubrique « Texte » à 02:

Supprimer : « Numéro d'entreprise – approvisionnement »

Insérer : « Supprimé »

À la section 02 Numéro d'entreprise – approvisionnement

Supprimer : au complet

Insérer : « Supprimé »

À la section 05 Présentation des soumissions, à l'alinéa 05 (2d) :

Supprimer : au complet

Insérer : « envoyer sa soumission à Environnement Canada (EC) comme il est indiqué dans la demande de soumissions »;

À la section 06 : Soumissions déposées en retard

Supprimer : « TPSGC »

Insérer : « Environnement Canada »

À la section 07 : Soumissions retardées

Supprimer : « TPSGC »

Insérer : « Environnement Canada »

À la section 08 Transmission par télécopieur, à l'alinéa 08 (1) :

Supprimer : Au complet

Insérer : « Les soumissions peuvent être présentées par télécopieur si ce mode de communication est précisé dans l'appel d'offres »

À la section 12 Rejet d'une soumission, aux alinéas 12 (1) a. et b. :

Supprimer : Au complet

Insérer : « Supprimé »

À la section 17 Coentreprise, à l'alinéa 17 (1) b.:

Supprimer : « le numéro d'entreprise-appvisionnement de chaque membre de la coentreprise »

Insérer : « Supprimé »

À la section 20 Autres renseignements, à l'alinéa 20 (2) :

Supprimer : Au complet

Insérer : « Supprimé »

2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées à Environnement Canada (EC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

3. Ancien fonctionnaire – concurrentiels - soumission

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à

réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes*, L.R., 1985, ch. C-17, à la *Loi sur la continuation de la pension des services de défense*, 1970, ch. D-3, à la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada*, 1970, ch. R-10, et à la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, L.R., 1985, ch. R-11, à la *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires*, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la *Loi sur le Régime de pensions du Canada*, L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 et les Lignes directrices sur la divulgation des marchés.

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;

- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

4. Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins cinq jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

5. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

6. Fondement du titre du Canada sur les droits de propriété intellectuelle

Environnement Canada a déterminé que tout droit de propriété intellectuelle découlant de la réalisation des travaux prévus dans le contrat subséquent sera dévolu au Canada, pour les motifs suivants :

(6.4.1) L'objet principal du contrat ou des biens livrables en vertu du contrat est de générer des connaissances et une information pour diffusion dans le public.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

- Section I : Soumission technique – Trois copies papier ou une copie électronique envoyée par courriel à l'agent de négociation des contrats
- Section II : Soumission financière – Une copie papier ou une copie électronique envoyée par courriel à l'agent de négociation des contrats
- Section III : Attestations – Trois copies papier ou une copie électronique envoyée par courriel à l'agent de négociation des contrats

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions:

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux; et
- 3) imprimer sur les deux côtés d'une page.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

La Partie 4, Procédures d'évaluation, comprend d'autres instructions que les soumissionnaires devraient considérer au moment de préparer leur soumission technique.

Section II : Soumission financière

- 1.1 Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière conformément à la base de paiement (Annexe B). Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.
- 1.2 Les soumissions financières présentées doivent être établies en dollars canadiens. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

1.3 Ventilation du prix

Dans leur soumission financière, les soumissionnaires doivent fournir une ventilation détaillée du coût par mois des éléments suivants pour chaque site où les travaux seront réalisés, le cas échéant :

- (a) Taxes applicables : Les soumissionnaires doivent indiquer les taxes applicables séparément.
- 1.4 Les soumissionnaires devraient inclure l'information suivante dans leur soumission financière:
 - (a) leur appellation légale;
 - (b) Le nom de la personne-ressource (y compris son adresse postale, ses numéros de téléphone et télécopieur, et son adresse courriel) autorisée par le soumissionnaire à entrer en communications avec le Canada relativement à leur soumission et à tout contrat subséquent pouvant découler de leur soumission.

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- (a) Les soumissions seront évaluées en fonction de l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, y compris les critères d'évaluation technique et financière.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du gouvernement du Canada évaluera les soumissions.

1.1 Évaluation technique

Sauf indication contraire, l'expérience indiquée dans la soumission doit être celle du soumissionnaire lui-même (ce qui comprend l'expérience de toutes les entreprises qui ont constitué le soumissionnaire par fusion, mais ne comprend pas l'expérience acquise par l'achat de biens ou par la cession d'un contrat). L'expérience des sociétés affiliées (c.-à-d. société mère, filiales ou sociétés sœurs), des sous-traitants ou des fournisseurs du soumissionnaire ne sera pas prise en compte.

1.2 Évaluation technique

1.2.1 Critères techniques obligatoires

Voir la pièce jointe 1 de la partie 4.

1.2.2 Critères techniques cotés

Voir la pièce jointe 1 de la partie 4.

1.3 Évaluation financière

Le soumissionnaire doit remplir l'Annexe C, Base de paiement.

1.3.2 Évaluation du prix

Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens (taxes applicables non comprises).

2. Méthode de sélection

Soumission conforme ayant obtenu la meilleure note combinée pour le mérite technique et le prix

La soumission technique recevable ayant obtenu la meilleure note combinée pour le mérite technique (70 %) et le prix (30 %) [en additionnant la note technique et la note financière pour obtenir une note globale] sera recommandée pour l'attribution du contrat.

Lorsque deux soumissions ou plus obtiennent la même note combinée pour le mérite technique (70 points) et le prix (30 points), la soumission ayant le prix total le plus bas et satisfaisant à toutes les exigences de la demande de soumissions sera recommandée pour l'attribution du contrat.

Pour chaque soumission :

Calcul de la note technique : La note technique est obtenue en calculant au prorata la note technique accordée à la soumission par rapport à la note maximale possible, soit 50 points.

Exemple :

Entreprise A : Soumission technique : $35 \text{ points} / 50 \text{ points} \times 70 = 0,70 \times 70 = 49 \text{ points}$

Entreprise B : Soumission technique : $50 \text{ points} / 50 \text{ points} \times 70 = 1 \times 70 = 70 \text{ points}$

Calcul de la note financière : La note financière est obtenue en calculant au prorata la note financière accordée à la soumission par rapport à la note maximale possible, soit 30 points.

Exemple :

Entreprise A : $30\,000 \$ (\text{soumission ayant le prix le plus bas}) \div 35\,000 \$ (\text{soumission de l'entreprise A}) \times 30 = 0,85 \times 30$
 $= 25,71 \text{ points}$

Entreprise B : $30\,000 \$ (\text{soumission ayant le prix le plus bas}) \div 30\,000 \$ (\text{soumission de l'entreprise B}) \times 30 = 1 \times 30$
 $= 30 \text{ points}$

Note totale de l'entreprise A = 74,71

Note totale de l'entreprise B = 100

Pour être déclarée recevable, une soumission doit :

- (i) satisfaire à toutes les exigences de la demande de soumissions;
- (ii) satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires;
- (iii) obtenir le nombre minimal de points requis pour les critères d'évaluation technique cotés.

Les soumissions qui ne satisfont pas aux exigences (i), (ii) ou (iii) seront déclarées non recevables.

PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 4

CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES ET CRITÈRES TECHNIQUES COTÉS

1. Critères techniques obligatoires

N°	Critères techniques obligatoires (O)	Renvoi à la soumission
O1	Le soumissionnaire doit démontrer qu'il possède au moins cinq ans d'expérience, au cours des dix dernières années, dans la gestion des données et le contrôle de la qualité d'ensembles de données pour la surveillance continue et intégrée de l'environnement, de données sur le mercure recueillies au moyen d'instruments de type Tekran ^{MC} et de données pour la surveillance des polluants organiques persistants. L'information doit comprendre la durée du service de chaque type d'ensemble de données.	
O2	Le soumissionnaire doit démontrer qu'il possède au moins cinq ans d'expérience pertinente, au cours des dix dernières années, dans l'écriture de programmes informatiques dans SAS [®] en utilisant BASE, ACCESS Interface to PC Files et GRAPH.	

2. Critères techniques cotés

Les soumissionnaires qui satisfont aux critères techniques obligatoires seront évalués en fonction des critères techniques cotés. Les points seront accordés en fonction de la mesure dans laquelle l'information fournie démontre la capacité du soumissionnaire à satisfaire aux exigences décrites dans l'énoncé des travaux. On demande aux soumissionnaires d'aborder les critères dans l'ordre présenté et suffisamment en profondeur pour permettre une évaluation adéquate. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Une note de zéro sera attribuée aux critères qui n'auront pas été abordés. La note de passage est de 33 points sur un total de 50 points.

N°	Critères techniques cotés	Méthode de notation	Expérience démontrée – Renvoi à la soumission
1	Gestion des travaux (maximum de 10 points)	Le soumissionnaire doit fournir un plan de travail qui décrit la gestion des produits livrables demandés.	
1.a	Estimation proposée de la durée des travaux (5 points)	4 ou 5 points – Acceptable et complet De 1 à 3 points – Abordé partiellement 0 point – Mal ou non abordé	
1.b	Jalons proposés (5 points)	4 ou 5 points – Acceptable et complet De 1 à 3 points – Abordé partiellement 0 point – Mal ou non abordé	

2	Connaissances et expérience (maximum de 40 points)	Le soumissionnaire doit démontrer qu'il connaît le fonctionnement des instruments qui permettent de recueillir des données sur des polluants atmosphériques comme le mercure et qu'il possède de l'expérience avec les données recueillies au moyen de ces instruments (comme il est décrit ci-dessus). De plus, il doit démontrer qu'il possède des connaissances et de l'expérience relativement à l'assurance et au contrôle de la qualité des données recueillies au moyen de ces instruments.	
2.a	Connaissance et expérience relativement au fonctionnement des instruments de type Tekran ^{MC} 2537A/B/X et 1130/1135, y compris des recommandations sur l'utilisation des instruments. (10 points)	De 8 à 10 points – Le soumissionnaire décrit et comprend bien l'exigence. 6 ou 7 points – Le soumissionnaire a une compréhension raisonnable de l'exigence. 4 ou 5 points – Le soumissionnaire a une compréhension élémentaire de l'exigence (ou a une compréhension raisonnable de certains éléments seulement). 0 point – Le soumissionnaire a une faible compréhension de l'exigence ou ne comprend pas l'exigence.	
2.b	Connaissance du programme de contrôle de la qualité d'Environnement Canada au moyen du Système de gestion et de contrôle de la qualité des données de recherche ^{MC}) aux fins d'application à des polluants atmosphériques comme le mercure et les polluants organiques persistants. (10 points)	De 8 à 10 points – Le soumissionnaire décrit et comprend bien l'exigence. 6 ou 7 points – Le soumissionnaire a une compréhension raisonnable de l'exigence. De 1 à 5 points – Le soumissionnaire a une compréhension élémentaire de l'exigence (ou a une compréhension raisonnable de certains éléments seulement). 0 point – Le soumissionnaire a une faible compréhension de l'exigence ou ne comprend pas l'exigence.	
2.c	Connaissance et expérience relativement aux processus de conversion et de formatage des données pour la saisie	De 8 à 10 points – Le soumissionnaire décrit et comprend bien l'exigence. 6 ou 7 points – Le	

	<p>dans des bases de données régionales comme le format de fichier normalisé d'échange de données de la Stratégie nord-américaine de recherche sur l'ozone troposphérique et de la Base de données nationales sur la chimie atmosphérique, et le format de données de la National Aeronautics and Space Administration et du Secteur des systèmes aérospatiaux, maritimes et électroniques. (10 points)</p>	<p>soumissionnaire a une compréhension raisonnable de l'exigence. De 1 à 5 points – Le soumissionnaire a une compréhension élémentaire de l'exigence (ou a une compréhension raisonnable de certains éléments seulement). 0 point – Le soumissionnaire a une faible compréhension de l'exigence ou ne comprend pas l'exigence.</p>	
2.d	<p>Connaissance et expérience relativement à la modification d'un programme du Système de gestion et de contrôle de la qualité des données de recherche^{MC} au moyen de SAS[®] pour des polluants atmosphériques comme le mercure et les polluants organiques persistants. (10 points)</p>	<p>De 8 à 10 points – Le soumissionnaire décrit et comprend bien l'exigence. 6 ou 7 points – Le soumissionnaire a une compréhension raisonnable de l'exigence. De 1 à 5 points – Le soumissionnaire a une compréhension élémentaire de l'exigence (ou a une compréhension raisonnable de certains éléments seulement). 0 point – Le soumissionnaire a une faible compréhension de l'exigence ou ne comprend pas l'exigence.</p>	

Note totale : 50 points maximum/33 points minimum

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur à l'une de ses obligations prévues au contrat, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission peut être déclarée non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

1. Attestations préalables à l'attribution du contrat

1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - renseignements connexes

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés, respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - soumission, des instructions uniformisées 2003. Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi

En présentant sa soumission, le soumissionnaire atteste que lui et tous les membres de sa coentreprise, s'il y a lieu, ne figurent pas sur la liste d'admissibilité limitée à soumissionner au Programme de contrats fédéraux (PCF) (http://www.labour.gc.ca/fra/standards_equity/eq/emp/fcp/list/inelig.shtml), laquelle peut être consultée au site Web du Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada (EDSC).

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF pendant la durée du contrat.

2. Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de se conformer à la demande de l'autorité contractante et de fournir les attestations dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

2.1 Statut et disponibilité du personnel

Le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans sa soumission, le soumissionnaire peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaires. Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle du soumissionnaire : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Si le soumissionnaire a proposé un individu qui n'est pas un employé du soumissionnaire, le soumissionnaire atteste qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. Le soumissionnaire doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

2.2 Études et expérience

Clause du Guide des CCUA de TPSGC A3010T 2010-08-16 Études et expérience

3. Attestations exigées avec la soumission

L'entrepreneur doit détenir une licence SAS® valide pour un poste de travail *Windows* (32 bits), y compris les modules BASE, AF, FSP, GRAPH et ACCESS Interface to PC Files, aux fins de l'exécution du programme de travaux. Il doit aussi détenir une licence *Microsoft Excel* (2010 ou version ultérieure) valide pour un poste de travail *Windows* (32 bits).

PARTIE 6 - CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

Titre : Quality Control and Assurance of Environment Canada's contaminant data from the Air Quality Research Division

1. Énoncé des travaux

1. Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit réaliser les travaux conformément à l'énoncé des travaux (Annexe A).

2. Clauses et conditions uniformisées

2.1 Conditions générales

2010B 2015-09-03 Conditions générales - services professionnels (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

Les conditions générales 2010B sont modifiées comme suit:

À la section 12 Frais de transport

Supprimer: Au complet

Insérer : « Supprimé »

À la section 13 Responsabilité du transporteur

Supprimer: Au complet

Insérer : « Supprimé »

À la section 18 Confidentialité

Supprimer: Au complet

Insérer : « Supprimé »

Insérer la section : « 35 Responsabilité »

« L'entrepreneur est responsable de tout dommage causé par l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou ses agents au Canada ou à tout tiers. Le Canada est responsable de tout dommage causé par lui-même, ses employés, ses agents à l'entrepreneur ou à tout tiers. Les parties conviennent qu'aucune disposition relative à la limitation de la responsabilité ou à des indemnités ne s'applique au contrat à moins d'être reproduite entièrement dans les articles de convention. Les dommages comprennent les blessures causées à des personnes (y compris les blessures entraînant le décès) ou la perte ou l'endommagement de biens (y compris les biens immobiliers) causés par ou durant l'exécution du contrat. »

A. Besoins en services professionnels où les produits livrables sont des œuvres protégeables par droit d'auteur :

Option 2 : Le Canada titulaire des droits de propriété intellectuelle (IP)

À la section 19 Droits d'auteur**Supprimer:** Au complet**Insérer :**« 1. Dans cet article,

« matériel » comprend tout ce qui est développé ou créé par l'entrepreneur en vertu des travaux prévus au contrat, et qui est protégé par des droits d'auteur.

« renseignements de base » désigne toute propriété intellectuelle autre que les renseignements originaux qui est incorporée dans les travaux ou nécessaire à l'exécution des travaux, qu'elle soit la propriété de l'entrepreneur ou d'un tiers;

« renseignements originaux » désigne toute propriété intellectuelle conçue, développée, produite ou mise en application pour la première fois dans le cadre des travaux prévus au contrat.

2. Tout ce qui est créé ou conçu par l'entrepreneur aux fins d'exécution des travaux prévus au contrat et qui est protégé par des droits d'auteur appartient au Canada. L'entrepreneur doit apposer le symbole des droits d'auteur et indiquer l'un ou l'autre des avis suivants, selon le cas : © Sa Majesté la Reine du chef du Canada (année) ou © Her Majesty the Queen in right of Canada (year).
3. À la demande de l'autorité contractante, l'entrepreneur doit fournir au Canada, à la fin des travaux ou à tout autre moment déterminé par l'autorité contractante, une renonciation définitive écrite aux droits moraux au sens de la [Loi sur le droit d'auteur](#), L.R. 1985, ch. C-42, de forme acceptable à l'autorité contractante, de la part de chaque auteur qui a contribué aux travaux. Dans les cas où l'entrepreneur est l'auteur, l'entrepreneur renonce définitivement à ses droits moraux.
4. Le Canada détient tous les droits de propriété intellectuelle sur le matériel dès leur conception. L'entrepreneur ne détient aucun droit de propriété intellectuelle, sauf tout droit qui peut lui être accordé par écrit par le Canada.
5. L'entrepreneur accorde au Canada une licence non exclusive, perpétuelle, irrévocable, de portée mondiale, entièrement payée et libre de redevances qui l'autorise à utiliser les renseignements de base dans la mesure où cela est jugé nécessaire pour permettre au Canada d'exercer pleinement ses droits d'utiliser le matériel. Cette licence ne peut être limitée d'aucune façon par l'entrepreneur en donnant un avis prévoyant le contraire, incluant le texte apparaissant sur une licence emballée sous film plastique et accompagnant un bien livrable.»

À la section 06 Contrats de sous-traitance**Supprimer:** les alinéas 1, 2, et 3 au complet

Insérer : « L'entrepreneur peut confier en sous-traitance la fourniture des biens ou des services qu'il sous-traite normalement. La sous-traitance n'a pas pour effet de dégager l'entrepreneur de ses obligations en vertu du contrat, ni d'imposer, au Canada des responsabilités envers un sous-traitant. Dans tous les contrats de sous-traitance, l'entrepreneur convient d'obliger les sous-traitants à respecter les mêmes conditions que celles auxquelles il est soumis en vertu du contrat, à moins que l'autorité contractante consente à ce qu'il en soit autrement. Cela exclut les exigences du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi qui ne s'appliquent qu'à l'entrepreneur. »

À la section 19 Droits d'auteur

Supprimer: Au complet

Insérer : « Supprimé »

2.2 Conditions générales supplémentaires

4007 2010-08-16 Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux

3. Exigences relatives à la sécurité

3.1 Ce contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

4. Durée du contrat

4.1 Période du contrat

Option 1

Les travaux doivent être réalisés durant la période s'échelonnant de la date d'attribution du contrat au 31 mars 2017.

4.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus deux périodes supplémentaires d'une année chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Canada may exercise this option at any time by sending a written notice to the Contractor at least ten calendar days before the expiry date of the Contract. The option may only be exercised by the Contracting Authority, and will be evidenced for administrative purposes only, through a contract amendment.

5. Responsables

5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Nom : Ginny Girard

Titre : Manager, Procurement and Contracting Atlantic Region

Environment Canada

Procurement and Contracting Division

Environnement Canada

Division des Acquisitions et marchés

Adresse : 45 Alderney Drive

Dartmouth, NS

B2Y 2N6

Téléphone : 902-426-9940

Adresse courriel : ginny.girard@canada.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

5.2 Responsable technique

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - _____

Télécopieur : ____ - ____ - _____

Adresse courriel : _____

Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

5.3 Représentant de l'entrepreneur

L'entrepreneur fournira l'information avec sa soumission.

6. Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7. Paiement

7.1 Base de paiement

The Contractor will be reimbursed for the costs reasonably and properly incurred in the performance of the Work, as determined in accordance with the Basis of Payment in Annex B, to a limitation of expenditure of \$_____ (insert the amount at contract award). Customs duties are excluded and Applicable Taxes are extra.

8. Instructions relatives à la facturation

8.1 Paiement unique

8.1.1 L'entrepreneur doit soumettre des factures tous les mois, conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales.

8.1.2 Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque les travaux seront complétés et livrés conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- (a) une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- (b) tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- (c) les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

9. Attestations

9.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

10. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur, [Ontario](#) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

11. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) 4007 les conditions générales supplémentaires *2010-08-16*
- c) 2010B les conditions générales - services professionnels (complexité moyenne) 2015-09-03 telles que modifiées;
- d) l'Annexe A, Énoncé des travaux;
- e) l'Annexe B, Base de paiement;
- f) la soumission de l'entrepreneur datée du _____, (*inscrire la date de la soumission - si la soumission a été clarifiée ou modifiée, insérer au moment de l'attribution du contrat : « clarifiée le _____ » ou « modifiée le _____ » et inscrire la ou les dates des clarifications ou modifications*).

12. Assurances

Clause du *Guide des CCUA G1005C* 2016-01-28 Assurances

ANNEXE A ÉNONCÉ DES TRAVAUX

TITRE Contrôle et assurance de la qualité des données sur les contaminants de la Division de la recherche sur la qualité de l'air d'Environnement Canada

1. Contexte

Les données sur le mercure atmosphérique sont recueillies de façon régulière et semi-régulière à divers emplacements dans l'ensemble du Canada au moyen d'instruments de type Tekran^{MC}. Ces mesures sont utilisées pour évaluer les tendances spatiales et temporelles du mercure au Canada ainsi que l'efficacité des règlements mis en œuvre pour réduire les sources d'émission de mercure. Afin d'évaluer l'exactitude et la précision des données recueillies, des procédures rigoureuses de contrôle et d'assurance de la qualité doivent être appliquées. La Division de la recherche sur la qualité de l'air a établi des procédures d'exploitation uniformisées précises pour le traitement des données et les a appliquées aux stations de surveillance atmosphérique actuelles d'Environnement Canada. À l'heure actuelle, on prévoit que toutes les données sur le mercure atmosphérique recueillies par la Division de la recherche sur la qualité de l'air seront traitées au moyen de ces normes préétablies de contrôle de la qualité. En plus des données sur le mercure, des données sur les polluants organiques persistants sont recueillies dans l'Arctique toutes les semaines, et une fois qu'une analyse d'échantillon rigoureuse a été effectuée, les données sont soumises aux processus de contrôle de la qualité établis d'Environnement Canada. Toutes les données recueillies, y compris celles sur le mercure et les polluants organiques persistants, sont saisies dans des bases de données nationales et internationales pour que le public puisse y accéder et les utiliser.

2. Objectif

L'objectif des travaux décrits dans cet énoncé des travaux est de produire des données sur l'air de grande qualité qui ont été soumises à un processus d'assurance de la qualité dans un délai qui respecte les obligations nationales et internationales d'Environnement Canada. Ces obligations sont décrites dans les programmes suivants : le Programme de réglementation de la qualité de l'air, le Programme de lutte contre les contaminants dans le Nord et le Programme de surveillance et d'évaluation de l'Arctique. Le programme de travaux associé à cet énoncé des travaux est un élément essentiel du processus de gestion des données d'Environnement Canada, qui mène à la saisie de données dans des bases de données nationales et internationales par Environnement Canada.

3. Exigence

La Division de la recherche sur la qualité de l'air d'Environnement Canada effectue des mesures systématiques du mercure atmosphérique et des polluants organiques persistants dans l'ensemble du Canada. Ces mesures sont effectuées par la Section des processus de la qualité de l'air pour respecter les engagements pris dans le cadre du Programme de lutte contre les contaminants dans le Nord et du Programme de réglementation de la qualité de l'air. Les mesures continues et semi-continues des contaminants atmosphériques sont effectuées dans l'ensemble du pays, et les types de mesures sont résumés à la section 4. La majeure partie des produits livrables du programme de travaux sont des fichiers de données assujettis à un contrôle de la qualité et créés par l'entrepreneur dans le cadre de processus objectifs et opportuns de contrôle de la qualité et de gestion des fichiers de données brutes sur les mesures fournis par la Division de la recherche sur la qualité de l'air. Le contrôle de la qualité des données doit être effectué de façon uniforme, opportune et crédible d'un point de vue scientifique. Les processus de contrôle de la qualité et de gestion des données sont très détaillés et exigeants, et sont fondés sur des processus de prestation et des flux de données de réseau contrôlés soigneusement¹. Ils

¹ Steffen, A., Scherz, T., Olson, M. L., Gay, D. A., and Blanchard, P.: A comparison of data quality control protocols for atmospheric mercury speciation measurements Journal of Environmental Monitoring, 14, 752-765, 10.1039/c2em10735j, 2012.

seront exécutés au moyen d'un système logiciel de contrôle de la qualité et de gestion des données fondé sur SAS[®] conçu et élaboré par Environnement Canada, soit le Système de gestion et de contrôle de la qualité des données de recherche^{MC}. L'entrepreneur se verra accorder une licence non exclusive pour le Système de gestion et de contrôle de la qualité des données de recherche^{MC} aux fins de l'exécution du programme de travaux. Il doit détenir une licence SAS[®] valide pour un poste de travail *Windows* (32 bits), y compris les modules BASE, AF, FSP, GRAPH et ACCESS Interface to PC Files, aux fins de l'exécution du programme de travaux. Il doit aussi détenir une licence *Microsoft Excel* (2010 ou version ultérieure) valide pour un poste de travail *Windows* (32 bits).

4. Portée des travaux

L'entrepreneur réalisera les activités de contrôle de la qualité et de gestion des données précisées ci-dessous. Il fournira également une copie de l'ensemble de fichiers à Environnement Canada (Toronto) pour veiller à ce que ce dernier possède la capacité nécessaire pour réaliser des activités de contrôle de la qualité et de gestion des données en tout temps.

Tâche 1. Contrôle de la qualité mensuel des données sur le mercure élémentaire gazeux recueillies sur quatre sites d'échantillonnage au Canada. Cette tâche comprend la collecte de données et l'établissement de rapports sur chaque site, l'ajout de données brutes dans le programme, l'application de signaux au programme, l'interprétation de signaux liés aux données et la présentation de rapports à l'administrateur du contrat.

Les sites sont les suivants :

1. Alert, Little Fox Lake et Whistler – Une fois par semaine
2. Couche limitrophe marine – Une fois par mois

Tâche 2. Contrôle de la qualité des données sur la spéciation du mercure atmosphérique recueillies une fois par semaine à Alert. Cette tâche comprend la collecte de données et l'établissement de rapports sur chaque site, l'ajout de données brutes dans le programme, l'application de signaux au programme, l'interprétation de signaux liés aux données et la présentation de rapports à l'administrateur du contrat.

Tâche 3. Établissement de rapports spéciaux sur ce qui suit :

- a) la préparation de données aux fins de saisie dans des bases de données nationales et internationales, y compris la base de données d'Environnement Canada (format de fichier normalisé d'échange de données de la Stratégie nord-américaine de recherche sur l'ozone troposphérique et de la Base de données nationales sur la chimie atmosphérique) et le Programme de surveillance et d'évaluation de l'Arctique;
- b) la conversion et le formatage des données recueillies sur les sites d'Alert et de Little Fox Lake aux fins de saisie dans des bases de données internationales dans le format approprié pour le Programme de surveillance et d'évaluation de l'Arctique;
- c) l'analyse des problèmes liés aux instruments;
- d) des résumés spécialisés des données dans un format précis et selon la détermination des moyennes demandée.

Tâche 4. Conversion et formatage des données sur les polluants organiques persistants recueillies sur le site d'Alert qui seront saisies dans :

- a) la base de données d'Environnement Canada (format de fichier normalisé d'échange de données de la Stratégie nord-américaine de recherche sur l'ozone troposphérique et de la Base de données nationales sur la chimie atmosphérique);
- b) le Programme de surveillance et d'évaluation de l'Arctique.

Tâche 5. Conversion et formatage des données sur les polluants organiques persistants recueillies sur tous les sites dans le cadre des mesures des Grands Lacs qui seront saisies dans :

- a) la base de données d'Environnement Canada (format de fichier normalisé d'échange de données de la Stratégie nord-américaine de recherche sur l'ozone troposphérique et de la Base de données nationales sur la chimie atmosphérique).

Tâche 6. Travaux visés par une autorisation de tâches – Non courants (sur demande).

- a) Formation sur le Système de gestion et de contrôle de la qualité des données de recherche^{MC} et le contrôle de la qualité des données sur le mercure et les polluants organiques persistants à l'intention du personnel d'Environnement Canada et d'autres personnes.

5. Produits livrables et échéances

Les produits livrables précis, les délais liés aux données et le calendrier des produits livrables sont présentés dans les tableaux 1, 2 et 3 ci-dessous.

Tableau 1 : Calendrier des produits livrables

Produit livrable	Site	Données à traiter	Date de présentation du produit livrable
Tâche 1	Alert	Données recueillies chaque semaine de la date d'attribution du contrat au 31 mars 2017	Du 15 juin 2016 au 31 mars 2017 (une fois par mois)
Tâche 1	Little Fox Lake	Données recueillies chaque semaine de la date d'attribution du contrat au 31 mars 2017	Du 15 juin 2016 au 31 mars 2017 (une fois par mois)
Tâche 1	Whistler	Données recueillies chaque semaine de la date d'attribution du contrat au 31 mars 2017	Du 15 juin 2016 au 31 mars 2017 (une fois par mois)
Tâche 1	Couche limitrophe marine	Données recueillies chaque mois de la date d'attribution du contrat au 31 mars 2017	Du 1 ^{er} juillet 2016 au 31 mars 2017 (une fois par mois)
Tâche 2	Alert	Données recueillies chaque semaine de la date d'attribution du contrat au 31 mars 2017	Du 15 juin 2016 au 31 mars 2017 (une fois par mois)
Tâche 3	Alert	Données recueillies de la date d'attribution du contrat au 31 mars 2017	31 mars 2017
Tâche 3a	Little Fox Lake	Données recueillies de la date d'attribution du contrat au 31 mars 2017	31 mars 2017
Tâche 3a	Whistler	Données recueillies de la date d'attribution du contrat au 31 mars 2017	31 mars 2017
Tâche 3a	Couche	Données recueillies de la date	31 mars 2017

	limitrophe marine	d'attribution du contrat au 31 mars 2017	
Tâche 3b	Alert	Données recueillies de la date d'attribution du contrat au 31 mars 2017	31 mars 2017
Tâche 3b	Little Fox Lake	Données recueillies de la date d'attribution du contrat au 31 mars 2017	31 mars 2017
Tâche 3c	Tous les sites	Données recueillies de la date d'attribution du contrat au 31 mars 2017	Rapport au fil de la déduction des données
Tâche 3d	Tous les sites	Données recueillies de la date d'attribution du contrat au 31 mars 2017	31 mars 2017 et sur demande
Tâches 4a et 4b	Alert	Données recueillies de la date d'attribution du contrat au 31 mars 2017	31 mars 2017
Tâche 5a	Grands Lacs	Données recueillies de la date d'attribution du contrat au 31 mars 2017	31 mars 2017
Tâche 6a	Sans objet	Sans objet	Sur demande

Tableau 2 : Calendrier des produits livrables – OPTION 1

Produit livrable	Site	Données à traiter	Date de présentation du produit livrable
Tâche 1	Alert	Données recueillies chaque semaine du 1 ^{er} avril 2017 au 31 mars 2018	Du 10 avril 2017 au 31 mars 2018 (une fois par mois)
Tâche 1	Little Fox Lake	Données recueillies chaque semaine du 1 ^{er} avril 2017 au 31 mars 2018	Du 10 avril 2017 au 31 mars 2018 (une fois par mois)
Tâche 1	Whistler	Données recueillies chaque semaine du 1 ^{er} avril 2017 au 31 mars 2018	Du 10 avril 2017 au 31 mars 2018 (une fois par mois)
Tâche 1	Couche limitrophe marine	Données recueillies chaque mois du 1 ^{er} avril 2017 au 31 mars 2018	Du 5 mai 2017 au 31 mars 2018 (une fois par mois)
Tâche 2	Alert	Données recueillies chaque semaine du 1 ^{er} avril 2017 au 31 mars 2018	Du 10 avril 2017 au 31 mars 2018 (une fois par mois)
Tâche 3a	Alert	Données recueillies du 1 ^{er} avril 2017 au 31 mars 2018	31 mars 2018
Tâche 3a	Little Fox Lake	Données recueillies du 1 ^{er} avril 2017 au 31 mars 2018	31 mars 2018

Tâche 3a	Whistler	Données recueillies du 1 ^{er} avril 2017 au 31 mars 2018	31 mars 2018
Tâche 3a	Couche limitrophe marine	Données recueillies du 1 ^{er} avril 2017 au 31 mars 2018	31 mars 2018
Tâche 3b	Alert	Données recueillies du 1 ^{er} avril 2017 au 31 mars 2018	31 mars 2018
Tâche 3b	Little Fox Lake	Données recueillies du 1 ^{er} avril 2017 au 31 mars 2018	31 mars 2018
Tâche 3c	Tous les sites	Données recueillies du 1 ^{er} avril 2017 au 31 mars 2018	Rapport au fil de la déduction des données
Tâche 3d	Tous les sites	Données recueillies du 1 ^{er} avril 2017 au 31 mars 2018	31 mars 2018 et sur demande
Tâches 4a et 4b	Alert	Données recueillies du 1 ^{er} avril 2017 au 31 mars 2018	31 mars 2018
Tâche 5a	Grands Lacs	Données recueillies du 1 ^{er} avril 2017 au 31 mars 2018	31 mars 2018
Tâche 6a	Sans objet	Sans objet	Sur demande

Tableau 3 : Calendrier des produits livrables – OPTION 2

Produit livrable	Site	Données à traiter	Date de présentation du produit livrable
Tâche 1	Alert	Données recueillies chaque semaine du 1 ^{er} avril 2018 au 31 mars 2019	Du 13 avril 2018 au 31 mars 2019 (une fois par mois)
Tâche 1	Little Fox Lake	Données recueillies chaque semaine du 1 ^{er} avril 2018 au 31 mars 2019	Du 13 avril 2018 au 31 mars 2019 (une fois par mois)
Tâche 1	Whistler	Données recueillies chaque semaine du 1 ^{er} avril 2018 au 31 mars 2019	Du 13 avril 2018 au 31 mars 2019 (une fois par mois)
Tâche 1	Couche limitrophe marine	Données recueillies chaque mois du 1 ^{er} avril 2018 au 31 mars 2019	Du 9 mai 2018 au 31 mars 2019 (une fois par mois)
Tâche 2	Alert	Données recueillies chaque semaine du 1 ^{er} avril 2018 au 31 mars 2019	Du 13 avril 2018 au 31 mars 2019 (une fois par mois)
Tâche 3a	Alert	Données recueillies du 1 ^{er} avril 2018 au 31 mars 2019	31 mars 2019
Tâche 3a	Little Fox Lake	Données recueillies du 1 ^{er} avril 2018 au 31 mars 2019	31 mars 2019
Tâche 3a	Whistler	Données recueillies du 1 ^{er} avril 2018 au 31 mars 2019	31 mars 2019
Tâche 3a	Couche limitrophe marine	Données recueillies du 1 ^{er} avril 2018 au 31 mars 2019	31 mars 2019

Tâche 3b	Alert	Données recueillies du 1 ^{er} avril 2018 au 31 mars 2019	31 mars 2019
Tâche 3b	Little Fox Lake	Données recueillies du 1 ^{er} avril 2018 au 31 mars 2019	31 mars 2019
Tâche 3c	Tous les sites	Données recueillies du 1 ^{er} avril 2018 au 31 mars 2019	Rapport au fil de la déduction des données
Tâche 3d	Tous les sites	Données recueillies du 1 ^{er} avril 2018 au 31 mars 2019	31 mars 2019 et sur demande
Tâches 4a et 4b	Alert	Données recueillies du 1 ^{er} avril 2018 au 31 mars 2019	31 mars 2019
Tâche 5a	Grands Lacs	Données recueillies du 1 ^{er} avril 2018 au 31 mars 2019	31 mars 2019
Tâche 6a	Sans objet	Sans objet	Sur demande

6. Soutien à la clientèle

Environnement Canada fournira à l'entrepreneur une copie d'une licence pour le Système de gestion et de contrôle de la qualité des données de recherche^{MC} et la version allégée de ce logiciel.

7. Lieu de travail

Tous les travaux seront réalisés dans les installations de l'entrepreneur au moyen de l'équipement de ce dernier.

ANNEXE B BASE DE PAIEMENT

Base de paiement pour le contrôle et l'assurance de la qualité des données sur les contaminants de la Division de la recherche sur la qualité de l'air d'Environnement Canada

Budget maximal obligatoire 30,000.00 \$ (plus taxes) par année financière

Tableau 1 : Calendrier des produits livrables (exercice 2016-2017)

Produit livrable	Site	Coût par mois	Coût par année
Tâche 1	Alert	\$	\$
Tâche 1	Little Fox Lake	\$	\$
Tâche 1	Whistler	\$	\$
Tâche 1	Couche limitrophe marine	\$	\$
Tâche 2	Alert	\$	\$
Tâche 3a	Alert	\$	\$
Tâche 3a	Little Fox Lake	\$	\$
Tâche 3a	Whistler	\$	\$
Tâche 3a	Couche limitrophe marine	\$	\$
Tâche 3b	Alert	\$	\$
Tâche 3b	Little Fox Lake	\$	\$
Tâche 3c	Tous les sites	\$	\$
Tâche 3d	Tous les sites	\$	\$
Tâches 4a et 4b	Alert	\$	\$
Tâche 5a	Grands Lacs	\$	\$
Tâche 6a	Sans objet	\$	\$
TOTAL			\$

Tableau 2 : Calendrier des produits livrables – OPTION 1 (exercice 2017-2018)

Produit livrable	Site	Coût par mois	Coût par année
Tâche 1	Alert	\$	\$
Tâche 1	Little Fox Lake	\$	\$
Tâche 1	Whistler	\$	\$
Tâche 1	Couche limitrophe marine	\$	\$
Tâche 2	Alert	\$	\$
Tâche 3a	Alert	\$	\$
Tâche 3a	Little Fox Lake	\$	\$
Tâche 3a	Whistler	\$	\$
Tâche 3a	Couche limitrophe marine	\$	\$
Tâche 3b	Alert	\$	\$
Tâche 3b	Little Fox Lake	\$	\$
Tâche 3c	Tous les sites	\$	\$
Tâche 3d	Tous les sites	\$	\$
Tâches 4a et 4b	Alert	\$	\$
Tâche 5a	Grands Lacs	\$	\$

Tâche 6a	Sans objet	\$	\$
TOTAL			\$

Tableau 3 : Calendrier des produits livrables – OPTION 2 (exercice 2018-2019)

Produit livrable	Site	Coût par mois	Coût par année
Tâche 1	Alert	\$	\$
Tâche 1	Little Fox Lake	\$	\$
Tâche 1	Whistler	\$	\$
Tâche 1	Couche limitrophe marine	\$	\$
Tâche 2	Alert	\$	\$
Tâche 3a	Alert	\$	\$
Tâche 3a	Little Fox Lake	\$	\$
Tâche 3a	Whistler	\$	\$
Tâche 3a	Couche limitrophe marine	\$	\$
Tâche 3b	Alert	\$	\$
Tâche 3b	Little Fox Lake	\$	\$
Tâche 3c	Tous les sites	\$	\$
Tâche 3d	Tous les sites	\$	\$
Tâches 4a et 4b	Alert	\$	\$
Tâche 5a	Grands Lacs	\$	\$
Tâche 6a	Sans objet	\$	\$
TOTAL			\$

COÛT TOTAL _____ (taxes en sus)

Le total des coûts pendant la période du contrat et toutes les périodes d'option fera partie de l'évaluation du contrat